
Impérialisme et politiques de développement en Afrique

par Kongolo Delfika Ambroise

Résumé

Le débat sur le développement de l’Afrique tente de démontrer les intentions malicieuses des puissances coloniales de réaliser leur « mission civilisatrice » et leur projet de modernité imposé aux pays africains.

Le discours moderniste définit l’Afrique comme espace sans histoire, et sous-développé. Et selon cette conception, pour son développement, l’Afrique doit se référer à l’Europe qui est le « Centre de la civilisation universelle.

Nous pensons que l’Afrique doit se défaire de la modernité occidentale et prôner un discours rassemblant les énergies pour inventer son modèle de développement.

Mots-clés : Discours politique, puissances coloniales, développement, modernité, Afrique.

Abstract

The debate on African development attempts to demonstrate the malicious intentions of the colonial powers to realize their civilization mission and their modernity project on Africans countries.

The modernity discourse defines Africa like an underdeveloped country, a country without history. And according to this conception, to become developed, Africa must refer to Europe considered as an universal civilization.

We think Africa must to get rid of the western modernity and to look for a discourse gathering the synergies to invent his own development model.

Keywords : Political discourse, colonial powers, development, modernity, Africa

Introduction

A soixante ans d'indépendance, les générations africaines se succèdent à un rythme effréné avec le soupir d'insatisfaction et d'interrogation. Dans ce parcours, il se remarque des moments de galère, de misères sociales, de dérive économique, de tergiversations, de gestion nébuleuse de deniers publics. La précarisation, le pillage et des ressources minières et forestières se

sont avérés durant cette longue période. Les africains tournent en rond, parfois naïfs et impuissants suite à leurs faiblesses, lacunes et insuffisances doublées parfois d'irresponsabilité et d'immobilisme. Rien que des frustrations, de longues attentes imprécises, vaines et difficiles. Ensemble avec Joseph Ki-Zerbo, homme politique et historien d'heureuse mémoire, nous pouvons nous interroger, « A quand l'Afrique ? » (Ki-Zerbo, 2003, p. 1). La désintégration de l'Afrique par les puissances coloniales s'est effectuée avec des sacrifices incommensurables de la part de populations autochtones. A travers la traite négrière, le partage impératif de l'Afrique, puis la colonisation, l'Europe lui aura fait payer au prix fort le coût de ce processus sinueux, qui lui permettra de rêver à rattraper son retard dans plusieurs domaines.

Depuis les indépendances, les courtiers de développement » ou collaborateurs indirects des colons ont pris le relais de parachever ce processus d'exploitation de l'Afrique sous couvert de la modernisation. L'image de l'Afrique façonnée par les médias de la mondialisation n'est faite que des victimes livrées à elles-mêmes, incapables de s'en sortir, condamnées à subir la misère, la violence, les maladies, la pauvreté, la famine et la mort.

Certains africains et occidentaux pensent que seule l'aide extérieure et humanitaire peut sauver les africains. Il est dommage de continuer à penser ainsi, car l'intervention financière ou humanitaire des toutes les organisations d'aide au développement et

des puissances occidentales réunies ne suffiront pas nécessairement à sauver l'Afrique. Seuls les africains eux-mêmes sont capables de développer leur continent si les puissances exploratrices les laissent libres. Les investisseurs extérieurs ne pourront valablement aider l'Afrique qu'à condition de comprendre ses besoins fondamentaux et de l'accompagner selon son plan de développement. L'histoire, la culture et les coutumes du continent africain peuvent aussi servir de grille de lecture dans la synergie ou des stratégies de développement du continent. Malheureusement, la plupart des éléments culturels africains sont aujourd'hui ignorés et parfois mal compris comme à l'époque où l'Europe colonisa le continent (Dowden, 2012, p. 28).

Toutefois, les actions des organisations d'aide au développement en Afrique ne sont pas toujours mauvaises. Elles sont souvent le reflet d'aspirations et d'idéaux purs, mais elles ne tiennent pas compte de la réalité des personnes sur place. Les modèles socialistes et étatiques des années 1960, le *credo* libre échangiste des années 1980, le consensus de Washington des années 1990 et l'actuelle politique d'aide au développement négligent souvent tous, un élément fondamental : les africains. Depuis les années 1960 qui marquent les indépendances de la plupart des pays africains, la Banque mondiale, avec constellation d'institutions intermédiaires, souvent désignées comme « agences des Nations Unies », ont soutenu en Afrique de grands projets

d'investissement pour répondre aux besoins des nouveaux Etats dans l'aide au développement, basée sur les transferts financiers, et technologiques, mais sans résultats durables sur l'ensemble de l'Afrique.

C'est en Afrique que nous trouvons la plus grande diversité de peuples. Le continent noir compte plus de deux mille langues et cultures (Dowden, Idem). Beaucoup de gens parlent souvent de l'Afrique comme s'il s'agissait d'un seul pays uniforme. En réalité, même en considérant l'Afrique régionale, Afrique du Nord, Australe, Centrale, Orientale et Afrique Occidentale, il y a peu de facteurs communs. Le fait est que les systèmes sociaux, les croyances et les cultures sont aussi nombreux que les peuples du continent et aussi changeants que les climats qui y règnent. Autant des facteurs qui devaient entrer en ligne de compte si l'on veut réellement développer l'Afrique. Le débat sur le développement de l'Afrique emprunte ainsi des pistes qui font à la fois réfléchir et inquiéter.

Malgré la diversité le débat sur le développement de l'Afrique une situation demeure indiscutable, c'est de constater que le continent reste sous-développé après six décennies d'efforts pour son développement. Quel que soit le point de vue avec lequel on s'engage dans la discussion les données conduisent à la même conclusion. En effet, en considérant le point de vue strictement économique qui se concentre sur les variables économiques, en

particulier, la croissance du revenu qui conduit à la confusion de la croissance en rapport avec le développement, le point de la qualité de vie ou de l'indice de Développement Humain (IDH) fixé par le PNUD, élargi aux indicateurs socioéconomiques, nous débouchons sur le même constat.

Le Produit National Brut (PNB) et le niveau de revenu par habitant dans la quasi-totalité des pays africains restent en dessous du seuil acceptable, alors que d'autres indices socioéconomiques comme la mortalité infantile, l'alphabétisme des adultes, l'accès à l'eau potable, l'espérance de vie à la naissance et bien d'autres indicés de développement, donnent une image toujours plus inquiétante (Lwazi, 2009, p. 1) Par conséquent, l'évolution pendant les dernières décennies d'efforts de développement et de réflexion sur le discours de développement en Afrique, en reculant aux années du partage de l'Afrique, devient incontournable.

Notre réflexion portera successivement sur le partage impérial de l'Afrique et ses conséquences, les politiques puissances coloniales sur le développement de l'Afrique, le jeu politique de la globalisation, les complicités des dirigeants et des intellectuels africains pour terminer avec le discours africain pour un autre développement de l'Afrique.

1. Partage impératif de l'Afrique et ses conséquences

Parler du partage impératif du continent africain par les « conférenciers » de Berlin, armés de fusils et de ruse, doit faire réfléchir les penseurs et les dirigeants africains. Tant que l'Africain ne trouvera pas la pertinence, l'importance et la nécessité de s'unir à travers les Etats Unis d'Afrique et penser en terme de nation africaine, les puissances coloniales qui ont divisé l'Afrique et concouru ainsi à la dispersion de ses habitants continueront à concevoir des stratégies et à affûter leurs armes pour piller et dominer l'Afrique. Déjà en 1961 KWAME NKRUMAH alors président du Ghana depuis 1957 avait lancé cette déclaration : « Divisés, nous sommes faibles, Unis, l'Afrique pourrait devenir et pour de bon, une des plus grandes forces du monde ». (Metena, 2008, p. 428)

C'est ainsi que dès 1963, à la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), le président ghanéen présenta son projet pan-africaniste dans toute sa virulence. Le projet était basé sur l'absolue nécessité d'une Afrique unie et organisée comme un espace solidifié dans ses bases politiques et dans ses rouages institutionnels. Il fut diffusé à très large échelle son fameux livre-programme : « *Africa must unite* ». Ce livre donnait une ossature à une philosophie globale basée sur le « Consciencisme » (Kwame, 1964, p. 2), une idéologie représentant un acte de prise de conscience de la situation globale de l'Afrique dans l'ordre

néocolonial afin de lutter contre le goulot d'étranglement qui a étouffé l'Afrique et plongé ses sociétés dans l'impossibilité de libérer et reprendre ses énergies de créativité pour un nouveau destin et la construction de l'Afrique nouvelle (Metena, 2008, p. 443).

C'est pourquoi malgré le partage de l'Afrique par le puissance coloniale, devant ce fait accompli, les africains doivent s'unir pour remporter la bataille de développement et ainsi juguler toutes les formes d'exploitation et de domination extérieures.

Les enjeux de bataille comme les clés de la victoire sont nationaux et, internationaux, voire mondiaux. Toutes les nations du monde cherchent à se coaliser et à s'organiser en aires d'intégration régionale de plus en plus larges et multipolaires afin d'assurer leurs intérêts et leur survie dans la lutte que se livrent les « puissances », et les « hégémonies » qui régissent le monde.

Commencée vers 1880, accélérée par la conférence de Berlin de 1884-1885, la colonisation du continent a abouti au découpage de l'Afrique en pays « francophones », « anglophones », « germanophones », « hispanophones », « lusophones » et « italiaphones ». Les coutumes européennes de disputer les frontières ont conduit, par des accords bilatéraux, à des délimitations arbitraires. Ainsi, un même peuple s'est trouvé scindé en deux ou trois par des frontières artificielles. Par exemple les

frontières actuelles de la RDC comme de tant d'autres pays ont été imposées par les puissances coloniales sans tenir compte de l'existence des peuples ou des entités politiques existantes. C'est ainsi que les Bakongo qui couvraient l'ancien Royaume Kongo se sont vus partagés en quatre entités faisant chacune, à l'exception de l'enclave de Cabinda, partie d'un grand ensemble révéralant respectivement au Portugal (Angola et Cabinda), à la Belgique (RDC) et à la France (Congo Brazzaville). En effet retenons simplement que le Congo comme Etat Unitaire avec ses dimensions actuelles n'a jamais existé avant la colonisation. L'actuel Congo n'est qu'un résultat de compromis des puissances européennes et colonialistes du 18^{ème} siècle manipulées par le Roi Léopold II de Belgique avec la complicité du Chancelier allemand Bismarck (Mbaya, 1997, p. 172).

Et comme dans cette Europe imaginaire unifiée de force par des puissances extérieures, les africains ne furent pas consultés lors de la création de leurs Etats-nations. Leurs frontières furent tracées sur des cartes en Europe, par des Européens qui n'avaient pas complètement exploré l'Afrique et qui ne tinrent aucun compte des systèmes politiques en place, ni des frontières existantes (Dowden, 2012, p. 76). Quand les dirigeants européens décidèrent de s'approprier l'arrière-pays africain à la fin du dix-neuvième siècle, ils évitèrent de s'affronter devant les indigènes qui auraient pu découvrir la vulnérabilité de l'homme blanc. Il fut donc jugé

préférable de se partager le continent à l'amiable comme un gibier et convaincre les africains que les blancs étaient leurs maîtres. Ceux-ci se réunirent donc à Berlin en 1884 et décidèrent de débiter l'Afrique en traçant des lignes sur des cartes.

La plupart de pays furent créés en partant des ports et des forts que les commerçants européens avaient établis sur les côtes pour une période de quatre siècles. Aux dix-septième et dix-huitième siècles, ils étaient venus chercher de l'or puis des esclaves. Désormais ce qu'ils voulaient c'était la terre. En Afrique de l'Ouest par exemple, les terres saisies par les Européens s'étendirent ainsi depuis les comptoirs commerciaux vers les régions intérieures encore in- explorées de ce vaste continent. Ce qui explique la forme actuelle des Etats de cette partie d'Afrique. les européens ignorèrent les groupes ethniques, les identités locales et même les frontières naturelles, fleuves et montagnes. Puis les forces impériales envoyèrent leurs troupes frontalières afin d'éliminer toute résistance et assoir leur autorité. La conquête par les Européens fit au nom de la Foi chrétienne, de la civilisation et du commerce.

Le christianisme ne pouvait pas s'implanter sans éradiquer les croyances et la culture des sociétés africaines et détruire les structures sociales et politiques existantes. Ainsi, convaincus de leur supériorité, les Européens imposèrent leurs systèmes d'échanges, leur foi et leur loi avec une violence dévastatrice. Les chefs traditionnels africains furent eux-mêmes marginalisés et

finalement absorbés au sein de nouveaux territoires. Une petite élite européenne prit le contrôle. Ces européens mirent la main sur toutes les richesses naturelles qu'ils purent trouver. Les économies africaines furent réorientées pour répondre aux besoins de l'Europe.

Puis vinrent les missionnaires et les gouverneurs coloniaux, et avec eux la destruction des systèmes politiques de l'Afrique, de sa culture, de sa dignité et de son estime de soi. La conquête brutale mais rapide de l'Afrique, surtout au Sud du Sahara fit qu'elle se retrouva comme égarée entre sa tradition et la modernité occidentale qu'ils appelaient « civilisation ». La Révolution industrielle avait enrichi l'Europe et, sûrs d'eux à l'extrême, les européens se sentaient prêts à dominer le monde.

2. Politique des puissances coloniales sur le développement de l'Afrique

Le colonialisme, érigé en doctrine qui vise à légitimer l'occupation d'un territoire ou d'un Etat, sa domination politique et son exploitation économique par un autre Etat ou d'autres Etats étrangers, a été un outil dont les puissances européennes se sont servies pour dominer, exploiter et piller l'Afrique. Et leur volonté d'expansion et de domination collective ou individuelle s'est largement manifestée à travers la politique d'impérialisme. Les puissances européennes ont justifié le colonialisme en Afrique dès le départ comme « mission civilisatrice » apportant le

développement dans une partie du monde restée en dehors de l'histoire.

Et l'année 1960 revêt une signification particulière pour les pays en développement. Au départ elle est l'année où l'économie des pays en développement est apparue comme un domaine distinct d'étude portant essentiellement sur la structure et le comportement des économies pauvres. (Lwazi, 2009, p. 2).

L'année 1960 marque aussi le début d'une nouvelle forme de domination impérialiste, le néocolonialisme. Et le déclin du colonialisme des années 1960 est crédité aux luttes populaires menées sous la direction des mouvements nationalistes africains bourgeois. Toutefois, pour assurer la poursuite du pillage du continent bien après la fin de la colonisation, les forces impérialistes occidentales ont conçu de nouvelles formes de domination. Et le néocolonialisme reste le terme polyvalent pour toutes ces nouvelles formes instituées par les impérialistes occidentaux qui quittaient le continent pour assurer la disponibilité continue des marchés et des ressources naturelles de l'Afrique pour l'exploitation occidentale (Lwazi, idem).

Pour AMIN qui cite REY, (AMIN,1980, p. 197) l'année 60 a marqué le début de la transition qu'il appelle le « colonial » vers le mode de production néo-colonial. C'est également durant les années 1960 que le marxisme sous ses diverses formes comme

l'idéologie de la libération, le modèle de développement alternatif et le mode d'analyse, est entré dans le paysage politique intellectuel de l'Afrique. A ce stade, considérons le marxisme comme une alternative à la théorie et à l'analyse économique bourgeoise. Toutefois, sans écarter les différences entre ces deux écoles de pensée, toutes les deux définissent le développement comme synonyme de modernité et partagent l'idée selon laquelle pour se développer, l'Afrique doit « se moderniser ». Bien que le marxisme et la théorie bourgeoise soutiennent les théories contraires sur la modernité, ils sont tous deux issus d'un plus grand projet européen des lumières dont l'objectif était et demeure de « moderniser et d'éclairer » l'Afrique. Ils partagent tous les deux l'idée des lumières sur le développement comme synonyme de la modernité et de la modernité comme synonyme de développement.

LWAZI SIYABONGA LUSHABA définit ainsi les lumières comme « un mouvement pédagogique pour construire un discours nouveau, rationnel et scientifiquement ordonné de la nature, de l'autorité, de l'existence sociale et presque de tout l'univers.

Il symbolise la victoire de la raison dans sa lutte avec la foi. (Lwazi, 2009, p. 8-9). Et ce sont les philosophes des lumières qui tenteront d'atteindre les objectifs des lumières en posant des questions « sacrilèges » jusque-là interdites, sur le contrôle du

monde, les principes qui régissent l'ordre de la nature, la forme de la terre, etc.

On se rappelle qu'au moment où s'achève le règne de Louis XIV (1715), la querelle des anciens et des modernes a ouvert la voie à une contestation de l'autorité et de la tradition. Cette contestation est favorisée par l'émancipation intellectuelle et morale qui se développe sous la Régence de Philippe d'Orléans (1715-1723) et qui est liée à une expansion économique. La bourgeoisie voit s'amplifier son pouvoir financier et économique. Sur le plan politique, la Régence favorise le développement d'un esprit critique qui imprègne toute l'époque. Les voyages associés à l'expansion coloniale donnent des ouvertures nouvelles et suscitent des comparaisons. L'esprit d'examen conduit à une observation que s'efforce de libérer les modes de pensée, de gouvernement et d'action de tout ce qui les rend peu rigoureux.

Ainsi le XVII^{ème} siècle, moment important de l'histoire des lumières voit émerger en Europe une nouvelle forme de société caractérisée par l'industrialisation, l'individualisation sociale, l'urbanisation, l'économie monétaire, la bureaucratisation, la nouvelle culture de masse, les nouvelles notions de bien et de mal, la monopolisation des instruments de la force par l'Etat et la banalisation de la main-d'œuvre, toutes considérées comme les marques de la modernisation. En résumé, le temps moderne signifiait l'avènement d'une société capitaliste ou industrielle.

Parallèlement à ces transformations politiques et sociales, la société européenne de l'époque a développé un ensemble de connaissances, auxquelles nous nous référons maintenant comme discours de la modernité ou la théorie sociale moderne. En accord avec les objectifs des lumières, les théoriciens de la société moderne ont cherché à développer des théories universellement valables et n'ont reconnu qu'un seul sens à l'expression développement comme synonyme de modernité avec l'Europe comme « modèle universel ». Et à partir du XVIII^{ème} siècle, l'idée de développement est devenue synonyme de la modernité européenne.

Ce discours non seulement place l'Europe au centre du monde mais élimine l'Afrique du courant dominant, là où le continent se distingue, il ne le fait que dans l'ombre de l'Europe. De plus, le modernisme affirme que l'histoire de l'Afrique commence au point de contact avec l'Europe. L'Afrique perd ainsi son autonomie et rien à son sujet ne peut être connu s'il n'est pas juxtaposé à l'occident. Dépouillée de son histoire et de son autonomie, l'Afrique devient « l'autre de l'occident », définie par ce qui lui manque ou ce qu'elle n'est pas. La théorie du développement moderne définit toujours négativement l'Afrique comme étant sans histoire, sous développée, précapitaliste, non industrialisée pré-moderne. La leçon que la modernité donne est que pour nous faire comprendre et comprendre notre avenir, nous

devons regarder d'abord l'Europe. Cela veut dire que l'Afrique ne peut pas être considérée selon ses propres critères sans référence à la « mère-civilisatrice » qui est l'Europe.

L'objectif des lumières de doter les sociétés pré-modernes de la civilisation universelle de la modernité n'aurait pas pu être réalisable sans l'impérialisme. Les lumières et l'impérialisme sont des aspects mutuellement constitutifs d'un même projet. C'est ainsi que les africains continuent d'être formés par deux processus, le discours moderniste qui nous définit comme pré-modernes, et l'impérialisme qui vise à nous moderniser. Et nous pensons que les causes profondes du sous-développement de l'Afrique peuvent être situées dans le grand projet de modernité. Et au début de la modernité, la préoccupation principale a été la construction d'un discours décrivant l'Afrique comme objet légitime de pillage et de domination pour l'occident. L'économie des pays en développement est fondamentalement un projet moderniste et cherchant à transformer les sociétés pré-modernes, l'Afrique en particulier.

L'Occident moderne est considéré comme le centre développement par excellence. Qu'il suffise de savoir que ce n'est qu'en imitant l'Europe que l'Afrique peut se développer. En effet, à notre époque actuelle de l'hyper modernité, ce raisonnement trouve son expression dans le paradigme de développement néolibéral imposé aux pays africains par l'occident.

3. Jeu politique de la globalisation et la modernité néolibérale

La globalisation préoccupe à l'heure actuelle les économistes, les politiques, les sociologues, les géographes et bien d'autres chercheurs et savants qui la ramènent chacun sur son terrain de recherche. Le fait est que le phénomène envahit l'univers et entraîne les esprits à l'intégrer et à le vivre dans leur train de vie. Les mass médias sont puissamment mis à contribution pour véhiculer et enraciner le vent de la mondialisation. Ce vocable s'identifie autour de trois idées relatives à la spatialisation des activités humaines, l'interdépendance et la conscience d'appartenance. C'est la mise en relation de différents ensembles géographiques par un processus historique d'extension du système capitaliste dans l'espace mondial. Elle n'est pas pourtant un phénomène nouveau.

Au cours du siècle écoulé seulement, on a pu observer trois périodes ou « vagues » de globalisation : celle des années 80 et 90 que nous connaissons aujourd'hui, celle des années 50 et 60 et celle qui a marqué les décennies précédant la première guerre mondiale (Oman, 2006, p. 6).

Bien que le terme mondialisation soit récent, le processus qu'il désigne est beaucoup plus ancien. N'entend que phénomène croissant de mise en relation et de rapprochement des sociétés à l'échelle planétaire, la mondialisation relevé des temps très anciens

de l'histoire de l'humanité. On peut situer son origine à partir du moment où des relations stables et conséquentes ont pu s'établir au niveau mondial.

BAUDRAND atteste que ces relations ont d'abord été établies entre les autres continents et le continent américain à partir de la fin du 15^{ème} siècle. Trois grands mouvements dans l'histoire de l'humanité sont considérés comme précurseurs de la mondialisation, à savoir, le cloisonnement du monde son désenclavement et l'Europe centralisation de l'économie mondiale. C'est à la fin des années 1950 et au début des années 1960 que les mots (mondialisation) et (globalisation) ont apparu dans un sens très neutre et désignaient tout simplement le fait de devenir mondial. Ce n'est qu'à la fin des années 1960 en Amérique du nord que l'idée de mondialisation subira une mutation thématique à la suite des travaux d'universitaires qui envisageaient l'émergence d'une société globale (Lubo, 2019, p. 59-61).

La distinction entre mondialisation et globalisation est propre à la langue française. Le mot anglais (US) original est globalisation, repris par la plupart des autres langues. D'un point de vue étymologique, monde (UNIVERS) et globe sont suffisamment proches pour que la mondialisation et la globalisation soient synonymes dans leur emploi initial en langue française.

Le terme mondialisation apparaît dans la langue française au début des années 1980 dans le cadre de travaux économiques et géopolitiques. Il signifie l'accroissement des mouvements de biens, de services, de main d'œuvre, de technologie et de capital à l'échelle internationale et dérive du verbe « mondialiser » attesté dès 1928. Il désigne initialement le seul mouvement d'expansion des marchés des produits industriels à l'échelle des blocs géopolitiques de la Guerre froide. Longtemps cantonné au champ académique, il se généralise au cours des années 1990 d'une part sous l'influence des thèses d'émergence d'un « village global » portées par le philosophe MARSHALL MCLUHAN et surtout par le biais des mouvements antimondialistes et altermondialistes qui attirent, par leur dénomination même, l'attention du public sur l'ampleur du phénomène.

Michael AMALADOS pense que la mondialisation économique aujourd'hui se traduit par l'extension du capitalisme libéral. Ce dernier devient le principe gouvernant toutes les relations économiques du monde. Après l'effondrement des expériences socialistes des pays de l'Europe de l'Est, sa domination incontestable actuellement semble inévitable. Les pays industrialisés se sont enrichis en appauvrissant leurs colonies d'Asie et d'Afrique, en exploitant les ressources naturelles de celles-ci et en rendant leurs économies dépendantes des produits industriels du colonisateur. La mondialisation actuelle étend au

monde entier ce système inégal dans lequel les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres (Verhaegen, 2007, p. 90).

La mondialisation apparaît ici comme un système qui est utilisé par les grandes puissances pour imposer leur modèle culturel au reste du monde. Pour y parvenir, les discours médiatiques sont mis à contribution et l'objectif poursuivi reste celui d'imposer leurs valeurs, leurs cultures, leurs enseignements aux africains. Il suffit pour cela de voir la façon dont les africains subissent les influences de G8 et de la triade (USA, UE, Japon) alors que leurs rencontres se tiennent à l'absence des ressortissants de l'Afrique. Ces grandes puissances de la planète se permettent de parler au nom de l'Afrique comme à la conférence de Berlin, considérant le continent comme un « Etat bébé ». Et cette situation est à craindre pour les africains qui risquent d'être engloutis par les grandes entreprises multinationales. C'est à ce titre que YENIKOYE interpelle les africains en ces termes : « Face à la mondialisation, l'Afrique devra lever de nombreuses hypothèses » (Lubo, 2019, p. 38).

En effet, la mondialisation et son discours néolibéral associé n'est pas nouvelle, mais elle est une continuation par d'autres moyens de la « mission civilisatrice » postulée par la théorie de la modernité. Ses motivations idéologiques restent bien en harmonie avec celles des lumières. Au nom de la mondialisation les économies africaines sont de plus en plus soumises aux impératifs

de l'architecture économique internationale qui les intègre davantage dans le nouveau système économique mondial et à l'investissement. Leur part du volume de commerce mondial au contraire semble indiquer qu'ils sont en train d'être poussés davantage à la marge.

Il va sans dire que les frontières de la mondialisation se confondent avec celles de la modernité. Et cela dans la mesure où les institutions de la mondialisation cherchent à tirer le continent africain plus profondément dans la modernité occidentale vers la politique d'investissements étrangers directs pour stimuler la croissance et couvrir le déficit de financement, les réformes macro-économiques et la libéralisation du commerce. Ces trois domaines sont reconnus comme étant les piliers mêmes du consensus de Washington.

Défendu par plusieurs acteurs capitalistes du marché, ce mouvement néolibéral à l'encontre de l'Afrique trouve son expression la plus articulée dans la publication de 1980 de la Banque Mondiale, « Accelerated Development in Sub Saharan Africa : An Agenda action », c'est-à-dire, Développement accéléré en Afrique subsaharienne : un programme d'action- Le plus détractant est le fait qu'une grande part de ce que l'Afrique reçoit au nom de l'investissement étranger va soit aux secteurs des ressources minérales qui fonctionnent comme des économies enclavées sans aucun entrainement en amont avec le reste de

l'économie ou vers l'acquisition d'industries existantes à travers la privatisation. Cette situation rend légitime le pillage des ressources naturelles de l'Afrique et la domination économique des pays africains pour les sociétés multinationales occidentales.

Les réformes macro-économiques sous l'étiquette de Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) avec son autorité budgétaire, la libéralisation financière, la dévaluation monétaire et la dérèglementation du marché de l'emploi continuent d'être imposées aux pays africains. Ces pays ont longtemps été témoins de l'obstination des institutions financières et d'autres institutions étrangères qui refusent d'adapter leurs règles de fonctionnement au contexte dans lequel elles opèrent. Au niveau économique, les pays les plus pauvres restent largement en dehors du processus de mondialisation. Et la mondialisation met en évidence les inégalités de revenus à l'intérieur des pays, entre les pays développés, pays développés et pays pauvres.

4. Complicités internes des dirigeants et intellectuels africains

Toute la philosophie colonialiste en Afrique a consisté à faire du nègre un instrument docile et parfait de la prospérité de l'homme blanc. Toutefois, la colonisation a réussi à s'implanter avec la complicité de certains africains. Aujourd'hui encore, celle des intellectuels africains frise tout simplement la trahison. Ces intellectuels apparaissent comme un groupe d'individus

sélectionnés en fonction de besoins étranges et dont l'ascension sociale, et politique dépend de leur proximité avec le mode de vie du maître, le mode de vie dont ils exercent le pouvoir et d'une certaine manière, la coercition (Kaputa, 2006, p. 128).

Dans cette situation d'exploitation par les occidentaux, les Africains doivent s'efforcer à se dégager de cette emprise étrangère, vaincre leurs propres faiblesses d'abord et s'attaquer aux autres ensuite. La décolonisation se présente au départ comme un phénomène violent, une sorte de « tabula rasa » pour l'enclenchement de la libération nationale, la renaissance nationale et la restitution de la nation au peuple. Malheureusement, la décolonisation africaine se réduit à une simple substitution d'une espèce d'hommes, des exploitants blancs par de nouveaux exploitants noirs au service des premiers. Chaque pays africain anciennement colonisé a engagé spécifiquement son indépendance mais tous se trouvent malheureusement dans l'obligation de maintenir avec leurs anciens oppresseurs des relations définies et même préférentielles. Et dans cette opération dé-colonisatrice, les évolués apparaîtront comme des véritables bénéficiaires, ils se reconstitueront en classe des privilégiés face à la majorité silencieuse africaine.

La bourgeoisie africaine est dotée d'une puissance économique et par son attachement et son allégeance aux intérêts financiers et commerciaux des capitalistes occidentaux. Cette

minorité égoïste et intéressée ayant pour rôle de maintenir l'exploitation économique de l'Afrique par les puissances étrangères vit dans un luxe insolent au milieu des masses exploitées, opprimées et affamées (Kwame, 1972, p. 12-13). Les hommes d'affaires africains s'intéressent moins au développement de l'industrie dans leur continent qu'à leur enrichissement personnel par des pratiques maffieuses grâce aux commissions juteuses sur des contrats léonins et par toutes sortes de manipulations financières sur « l'aide » reçue de l'étranger. Leur richesse ne sert qu'à leur procurer une luxure exagérée, une vie friande de plaisirs mondains et des appartements en Europe sans oublier de nombreux voyages inutiles à travers le monde.

En effet, il existe en Afrique des pions au service de l'ancienne puissance coloniale, incapables de développer un véritable monde des affaires africain et indifférents à la problématique du développement de leurs nations. Ils ne cherchent qu'à s'enrichir seuls dans des pays qui restent toujours pauvres. La bourgeoisie africaine n'est donc qu'une bourgeoisie compradore très largement tributaire des intérêts des impérialistes en Afrique (Kwame, 1972, p. 39). En réclamant à cor et à cri l'indépendance, le vœu des masses africaines était d'améliorer leurs conditions d'existence et de pouvoir participer d'avoir droit à la répartition des richesses nationales. Très tôt, elles déchantèrent et se rendirent

compte qu'en fait cette prétendue indépendance n'est qu'un leurre et une simple formalité protocolaire.

Les négociateurs africains qui ne discutaient pas avec les mêmes prédispositions que les colonisateurs finirent par être dupes. Et aujourd'hui les accords injustes issus de ce marché de dupes sont devenus inviolables et les dirigeants africains qui ont tenté de les dénoncer se sont vus imposer des guerres de tout genre ou tout simplement écartés de la scène politique de leurs pays.

Lorsqu'on tente d'expliquer l'échec de la première génération qui a suivi les indépendances en Afrique, on évoque souvent la gouvernance, le tribalisme et la gestion des ressources. Néanmoins, ces facteurs d'échec restent insuffisants pour expliquer entièrement les raisons pour lesquelles l'Afrique enfin, libre, dotée des richesses potentielles immenses et peuplée d'hommes et de femmes intelligents et optimistes, a finalement échoué. Cependant, les nouveaux dirigeants africains avaient hérité des pleins pouvoirs des autorités coloniales mais les Etats qu'ils devaient diriger étaient constitués d'anciennes sociétés africaines autrefois autonomes et fonctionnant toujours autour d'un réseau propre d'influences et de pouvoir vouloir gouverner ces sociétés ancestrales avec des outils adaptés à un Etat occidental pourrait se comparer à vouloir domestiquer des chats à l'aide d'un manuel de dressage des chiens.

En effet, le mobile de la carrière politique des actuels dirigeants africains est plus la recherche du profit personnel, de l'enrichissement sans leur ascension à la souveraineté. Les pays africains manquent d'autonomie parce que leurs dirigeants politiques ont laissé et continuent à laisser subsister sans modification l'ancien régime d'exploitation coloniale (Mabika, 1967, p. 43). L'Afrique est aussi trahie pour ceux-là même qui devaient s'évertuer à rechercher son bonheur et son développement. Cette trahison vient de la part des évolués, des dirigeants politiques et des intellectuels. Les intellectuels africains apparaissent presque dans leur totalité comme un amalgame d'esclaves affranchis, une sorte de classe d'esclaves libérés individuellement. Au lieu d'être des véritables meneurs d'hommes et des modèles des masses laborieuses et paysannes pour enclencher le développement après l'indépendance du continent, ils se sont distingués dans leur comportement par le désir ardent d'imiter les colons blancs et par un mépris sans pareil des travaux manuels. Ils restent toujours en quête des situations en rapport avec leurs diplômes en prenant soin d'éviter des travaux et des responsabilités en rapport avec les masses populaires. De plus, la grande tare qui caractérise ces intellectuels africains, c'est cette tendance à vouloir toujours se démarquer des masses populaires et de se constituer en « classe délite », emboitant ainsi le pas aux évolués de jadis dans la trahison des intérêts du peuple. L'élitisme est un ennemi du prolétariat et du socialisme. Son but n'est pas d'apporter en Afrique une

transformation radicale de la société mais d'attribuer à une minorité la place du pouvoir colonial (Kwame, 1972, p. 44). Les écoles coloniales visaient à créer une élite politique acquise à l'idéologie bourgeoise capitaliste. L'intelligentsia africaine dans son essence est dotée d'une formation idéologique occidentale. « Au lieu de créer une école de développement au lendemain de l'indépendance, nous avons entretenu depuis six décennies, sans remise en question fondamentale, une école d'asservissement, sans système social, politique et économique adapté aux réalités nationales.

En effet, en Afrique en général les Institutions Universitaires n'ont pas encore pris la mesure de la mondialisation au niveau de bouleversements à opérer dans l'organisation de l'Université. Toutefois, contrairement aux leaders politiques et intellectuels d'aujourd'hui, ceux de la première génération avaient une vision globale de l'Afrique qu'ils défendaient et qui était mobilisatrice des foules parce qu'elle les interpellait. Or ce dont souffre l'Afrique aujourd'hui, c'est entre autres, de l'amateurisme et de l'improvisation constante des hommes politiques qui souffrent d'un manque d'idées rationnelles pour créer des alternatives aux systèmes qui meurtrissent l'Afrique. Car, comme le dit si bien KI-ZERBO, dans le contexte actuel de la mondialisation, il est impératif de « penser globalement et d'agir localement » (Ki-Zerbo, 2003, p. 180). En effet, l'Afrique manque cruellement des centres d'étude sur l'Asie, l'Amérique et l'Europe susceptibles d'éclairer

les décideurs politiques africains. Alors que des centres d'étude sur l'Afrique pullulent dans les continents précités. Il y a là un vide à combler dans une société de plus en plus multipolaire. Le projet de la plupart des dirigeants africains en ce jour c'est de continuer à réfléchir sur les stratégies à mettre en œuvre pour se maintenir au pouvoir, en prolongeant illicitement leur mandat au-delà du prescrit constitutionnel.

5. Discours africain pour un autre développement de l'Afrique

Il n'est plus de doute de reconnaître l'échec avéré du modèle de développement institué, imposé, vanté et médiatisé dans les pays sous domination par les pays dominants.

C'est la continuation caporalisant du modèle colonial qui relevait des paramètres coloniaux des différents moments de l'époque très bien rationalisés et obéissant à des logiques connues, plusieurs fois évoquées dans les pages précédentes.

Les courtiers du développement se sont imposés sur la scène africaine contemporaine poursuivant la « modernisation » de la société qui s'était engagée sous la houlette des européens. Et malgré leurs défaillances ces intermédiaires de développement ne demeurent pas moins les meilleurs agents qu'on puisse trouver pour promouvoir les « changements » qui sont à l'ordre du jour, avec le soutien de leurs commanditaires étrangers. Ceux-ci disposent ainsi

de véritables relais puisque ces partenaires, souvent formés dans le cadre de leurs projets, ont justement fait du « développement » leur métier. Or tout « développeur » est en puissance un apprenti sorcier. Et dans ce domaine, certaines initiatives qui semblent à priori judicieuses, peuvent se révéler courte-productives, même catastrophiques, faute d'avoir pris en compte les conséquences plus ou moins lointaines de leurs interventions sur un milieu plus complexe qu'on ne l'imagine.

Le nouveau discours des Africains sur le développement de l'Afrique devra s'atteler à découvrir et analyser les ruses colonialistes utilisées par les impérialistes qui ont affaibli les africains et organisé le pillage de leurs ressources. De plus, les intellectuels et les dirigeants africains devront faire attention à l'apparition des phénomènes nouveaux introduits malicieusement dans l'univers politique, économique et social du continent. A travers des vocables tels que mondialisation, modernisation de l'économie africaine, lutte contre la pauvreté, pays pauvres et très endettés (PTTE), conférence de Chef d'Etat de France et d'Afrique, sommet de la francophonie, relation France-Afrique, etc. S'insinue une philosophie d'exploitation et d'étouffement des initiatives endogènes. L'économiste Esther DUFLO, titulaire de la Chaire « Savoir contre Pauvreté » du collège de France renchérit en ces termes : « il y a une pensée paresseuse sur le développement : On réfléchit rapidement, on identifie le problème, puis on investit des

milliards de dollars alors que ce n'est pas forcément le vrai problème. L'échec de l'action de lutte contre la pauvreté est dû non forcément à la difficulté du sujet mais à la trop grande rapidité avec laquelle il est traité. Cette précipitation de lutte nécessite le passage en force, la lutte contre la pauvreté n'étant qu'un alibi pour avancer la mondialisation » (Lion, 211, p. 1). Aujourd'hui, la transformation de la société se poursuit mais elle progresse d'elle-même en se laissant porter par le courant de la mondialisation, sans devoir transiter par des intermédiaires faisant office de « passeur ». La situation n'a guère changé de nos jours. S'agissant par exemple des ONG humanitaires et des développeurs de tous genres qui ne cessent d'investir sur le sol africain sans toujours bien saisir la situation du terrain. Des fortes influences étrangères continuent d'irriguer les sociétés africaines sous la pression de l'occident en empruntant désormais des canaux plus diffus par le biais des mass média, presse, radio, cinéma, télévision, internet, etc. Ces média jouent désormais un rôle déterminant dans les changements sociaux qui s'accomplissent dans ces pays.

Il revient donc aux pays africains de réglementer la diffusion de ces médias pour que le discours qu'ils véhiculent soit le discours africain pour le développement africain. La culture africaine renferme beaucoup de symboles que les médias peuvent utiliser pour drainer la pensée africaine sur les mécanismes de développement du continent. De plus, les rencontres,

internationales et interculturelles doivent être judicieusement préparées pour apporter un discours africain qui ne doit pas toujours attendre de l'étranger des solutions occidentales aux problèmes africains.

A l'heure actuelle, grâce à des transactions financières et des échanges commerciaux devenus trop importants à la suite des processus technologiques inégalés, le capitalisme actuel est capable d'imposer ses normes dans tous les domaines et décider du devenir de tous les pays de la planète. L'ensemble des pays de la planète, même ceux du gouvernement de gauche, appliquent difficilement les consignes du Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale (MB) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui sont de loyaux serviteurs du G8.

Le vrai développement doit partir de la base et profiter à l'ensemble de la population et non exclusivement aux capitalistes impérialistes.

En accumulant des richesses, le néolibéralisme crée tout à la fois des pauvretés et des pauvres. La plupart des pays, surtout les « altermondialistes » s'opposent énergiquement au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.

Les pays d'Afrique qui ont longtemps souffert des méfaits de la colonisation, puissances européennes, doivent joindre leurs efforts à ceux des autres pays pour contrer l'impérialisme mondial et toutes les formes de domination politique et économique que trainent la mondialisation, la modernisation et toutes les stratégies malignes d'aide au développement « qui n'aide pas. »

L'avènement d'une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'homme et de toutes les nations ainsi que l'environnement est possible. Le développement de l'Afrique ne peut plus être façonné sous la houlette de l'occident qui a toujours rêvé de dépouiller le continent de toutes ses richesses. Le plus grand élément sur l'agenda du capital est l'insatiable désir de maximiser le profit. HABERMAS nous met en garde contre les pièges qui se trouvent dans le fait de conduire notre discours du développement en Afrique dans les grandes limites de la modernité ou de la pensée des lumières, car ce faisant nous contribuons tout simplement à son évolution, son prétendu statu universel (Habermas, 1997, p. 67).

Ainsi le discours de développement de l'Afrique doit d'abord se défaire du fantôme de la modernité des lumières, s'il veut avoir une chance de transcender l'impasse de la modernité. Cette tâche implique une remise en question du paradigme reçu de la modernité occidentale sous les différentes formes. L'Afrique doit récupérer l'autonomie de la pensée que le discours moderniste a

longtemps refusé au continent et de se libérer du chantage intellectuel des lumières.

Soixante ans après les indépendances africaines, nous devons une fois de plus voir notre présent d'un œil critique et rejeter la servitude de la modernité de l'occident et son discours associé.

Dans toutes les sphères de la vie, la modernité de l'occident est en train d'être mise en question. Les intellectuels doivent se refuser de s'en remettre aux connaissances produites par l'occident sur et au sujet de l'Afrique en décidant de travailler seuls pour arriver à un ordre épistémique centré sur l'Afrique. Le défi actuel consiste à saisir l'occasion que la fluidité de la situation offre pour créer des conditions dans lesquelles la société et l'Etat peuvent entreprendre des tâches formatives historiques à l'échelle mondiale, conformément aux impératifs propres de développement de l'Afrique.

Si pour l'occident la modernité signifie échapper au passé pour nous Africains, construire notre propre modernité signifiera sortir de ce présent incarné par la théorie économique bourgeoise et le capitalisme qui se fondent sur le concept des lumières. La mise en garde qu'on doit ajouter est que cette lutte pour construire notre modernité ne peut plus être une lutte dirigée par la bourgeoisie dont les acquis progressifs ont d'ailleurs expiré avec l'indépendance.

Dès lors cette bourgeoisie est devenue alliée de l'occident et a adopté la modernité occidentale comme sa propre modernité.

La lutte pour une Afrique émergente doit rassembler toutes les énergies nouvelles issues de la masse révolutionnaire et acquise au nouveau discours sur le développement de l'Afrique.

Conclusion

Le débat sur le développement de l'Afrique concerne tant les Africains qui continuent à subir les conséquences néfastes de la modernité occidentale que les grandes puissances coloniales qui ont impérativement dépecé l'Afrique comme un produit de chasse pour organiser le pillage de ses richesses naturelles et installer la capitalisme afin de mieux coloniser et exploiter ses habitants. L'intégration de l'Afrique dans les réseaux planétaires s'est opérée avec un coût de raccordement très élevé pour le continent. Le partage impératif et la colonisation suivie de l'impérialisme irrationnel de l'Afrique avaient coûté aux Africains une facture à grand prix pour les dépouiller de leur personnalité et leur imposer une culture étrangère au nom d'une prétendue « mission civilisatrice » confiée à l'Europe par le biais de ses courtiers de « développement »

En se partageant l'Afrique pour réaliser un projet machiavélique de destruction et d'occidentalisation du continent les

prédateurs d'outre-mer ont agi comme si les nouveaux espaces qu'ils venaient de conquérir étaient vacants sans propriétaires. Ils ont ignoré les groupes et ethniques, les identités culturelles et même les frontières naturelles, fleuves et montagnes de nouveaux territoires occupés par la force. La vision occidentale du développement basée sur la modernité définit négativement l'Afrique comme étant sans histoire, sous-développée, précapitaliste, non industrialisée et pré-moderne. Il faut donc la « développer ». L'Europe considérée comme le « centre de la civilisation universelle » et l'Occident moderne comme « le développement par excellence », objectif de la modernité issu de la civilisation. Ainsi, pour être développée, l'Afrique doit être modernisée, c'est-à-dire, adopter sans condition la civilisation occidentale et toutes ses valeurs. Et pour nous comprendre et comprendre notre avenir, nous africains, nous devons d'abord regarder l'Europe !

Ce genre de discours de développement trouve son expression dans le paradigme de développement néolibéral imposé aux pays africains. Par les institutions de Bretton Wood et leurs adeptes théoriciens. La continuation de cette politique colonialiste et impérialiste se poursuit aujourd'hui à travers le phénomène de mondialisation traduit par l'extension du capitalisme libéral qui devient le principe gouvernant toutes les relations économiques du monde. Elle apparaît ici comme un système qui est utilisé par les

grandes puissances pour imposer leur modèle culturel au reste du monde. Pour y parvenir, elle recourt aux masses média pour vulgariser et imposer leurs enseignements aux africains.

En revanche le discours de développement pour l'Afrique doit, en priorité, se défaire du fantôme de la modernité occidentale. L'Afrique doit construire sa propre modernité, c'est-à-dire sortir de l'accidentalité ancrée par la théorie économique bourgeoise et le capitalisme mondial. Le développement de l'Afrique doit s'opérer grâce à l'engagement ferme des africains de développer leur continent à base des valeurs et des cultures africaines et non sous la houlette de l'occident qui a toujours cherché à imposer sa culture aux africains. Enfin, nous voulons une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'homme et de toutes les nations et non le règne du capitalisme mondial dominateur et prédateur des richesses de l'Afrique.

Bibliographie

- Amin, S. (1980). Heinemann.
- Dowden, R. (2012). *Africa. Etats faillis, miracles ordinaires*. Editions NEVICATA.
- Lion, V. (2011, 12 janvier). Esther Duflo : "Il faut penser la pauvreté autrement". *L'Express* (3106), 10-14.
- Habermas, J. (1997). *The Philosophical Discourse of Modernity*. The MIT Press.
- Kaputa, L. (2006). *Identité africaine et accidentalité*. L'Harmattan.
- Ki-Zerbo, J. A. (2003). *A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*. Editions de l'Aube.
- Kwame, N. (1964). *Le consciencisme, philosophie et idéologie pour la décolonisation et le développement*. Payot.
- Kwame, N. (1972). *La Lutte des classes en Afrique*. Présence Africaine.
- Lubo, Y. (2019). *Mondialisation, politiques de développement et pauvreté en RDC*. PUK, Kinshasa.
- Lwazi, S. L. (2009). *Le développement synonyme de modernité, la modernité synonyme de développement*. Editions CODESRIA.
- Mbaya, E. R. (1997). *Livre blanc sur les présumés massacres des réfugiés Hutu Rwandais en RDC*. Kinshasa.
- Mabika, K. (1967). *La remise en question. Base de la décolonisation mentale*. Ed. Remarques Africaines.
- Metena, M. (2008). Interview sur les États-Unis d'Afrique. Impression de tragique désespérance. *Congo-Afrique* (426).

- Ohiorhenuan, J. F. E. (2003). Evolution of Development Thought. Dans Abdul-Ganiyu Garba (dir.) *Development Thought, Policy Advice and Economic Development in Africa in the 20th Century: Lessons for the 21st Century*. Ibadan University Press.
- Oman, C. (2006). *Défis politiques de la globalisation et de la régionalisation*. OCDE.
- Verhaegen, B. L. (2007). Altermondialiste. *Congo–Afrique* (412-413).